

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"One planet": Ali Bongo Ondimba s'engage à promouvoir les "PCP"



Photo: DR

Les chefs d'État et de gouvernement à Charm El-Sheikh, lundi dernier.

J.K.M
Libreville/Gabon

EN marge des travaux de la 27^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 27), le "One planet" s'est tenu, lundi dernier, à Charm El-Sheikh. Organisée à l'initiative du président de la République Ali Bongo Ondimba, cette rencontre de haut niveau, axée autour des enjeux liés aux réserves vitales de carbone et de biodiversité, a vu la participation des chefs d'État, de gouvernement et de représen-

tants d'organisations internationales présents dans la cité balnéaire égyptienne.

Une rencontre qui, assurément, consacre le leadership du numéro un gabonais en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique.

En tout état de cause, les participants ont convenu de la nécessité d'élaborer de "partenariats pour la conservation positive (PCP)" de façon à préserver les réserves vitales de carbone et de biodiversité (Forêts, mangroves, tourbières, etc.). Lesquelles, à en croire les spécialistes, sont d'une importance capitale. D'autant

que, selon eux, elles concentrent plus de 75 % de "carbone irrécupérable" et abritent les habitats de l'immense majorité des espèces vertébrées.

Il s'ensuit qu'une destruction de ces réserves vitales constituera, à l'échelle planétaire, une véritable catastrophe. De fait, au travers de PCP, les dirigeants de la planète entendent attribuer un "statut particulier" aux réserves vitales de carbone, tout en proposant aux États qui en disposent des "contrats politiques et financiers" à même de garantir leur sauvegarde.

Ali Bongo Ondimba s'est engagé à promouvoir les PCP.

L'UNOCA salue le CND pour sa facilitation du dialogue politique au Gabon

Y. F. IGOHO
Libreville/Gabon

ABDOU Abarry, Représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu) pour l'Afrique centrale, par ailleurs chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) a été reçu lundi passé par Séraphin Ndaot Rembogo, président du Conseil national de la Démocratie (CND).

Cette visite de courtoisie et de travail s'inscrit dans le cadre des échanges réguliers avec les autorités gabonaises. Comme partout ailleurs, le Représentant spécial du "patron de l'Onu" a présenté à son hôte le fonctionnement de son institution mais également les chantiers prioritaires de son mandat. Non sans lui faire part de la nécessité de promouvoir la paix et la sécurité en Afrique centrale. Occasion pour le diplomate "onusien" de préciser que cette mission ne peut se faire qu'avec la participation voire l'implication des organisations régionales dont la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et les autres institutions sous-régionales. Une promotion de la paix qui ne se limite pas uniquement à l'échelle sous-régionale. Dans la foulée, Abdou Abarry a affirmé sa détermination à renforcer



Photo: DR

Poignée de main entre le président du CND et son hôte.

davantage la collaboration avec le CND, notamment dans le domaine des élections. Aussi, a-t-il encouragé l'actuelle tête de file du CND à œuvrer à une plus grande implication des femmes et des jeunes dans le processus électoral.

Le chef de l'UNOCA a également salué le rôle du CND dans la facilitation du dialogue politique. Objectif: promouvoir la paix et la sécurité. Comme on pouvait s'y attendre le "fonctionnaire onusien" a réitéré la disponibilité de l'UNOCA à mobiliser des "entités et moyens" inhérents au renforcement de la bonne gouvernance et du développement durable.

Séraphin Ndaot Rembogo a, quant à lui, signifié à son hôte son soutien dans l'accomplissement de ses missions régaliennes.

Tribune des partis politiques

Arguties!

La majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), particulièrement le Parti démocratique gabonais (PDG), a coutume de dresser un faux procès au camp d'en face. Les membres de la "galaxie présidentielle" reprochent à tort ou à raison à leurs pourfendeurs de briller dans l'opposition "stérile" voire "non constructive".

Nul doute que les Hommes du "Grand vizir" de Louis, à la lecture de ladite chronique, ne manqueront pas d'objecter. On peut alors s'attendre à l'argument spécieux selon lequel "en politique tous les coups sont permis". Au-delà de l'animosité politique, trop souvent inutile, entre majorité et opposition, l'honnêteté commande de reconnaître les faits. Ne dit-on pas que les faits sont sacrés?

Taxer une bonne frange de l'opposition de s'illustrer uni-

quement dans les jérémiades et autres critiques vaines et stériles, relève ni plus ni moins de la mauvaise foi. Pour preuve, Jean-Valentin Leyama, secrétaire exécutif du parti la "Réappropriation du Gabon, de son indépendance, pour sa reconstruction" (RÉAGIR), a récemment invité les parlementaires à ne pas adopter le projet de loi de règlement 2020. Ce dernier a justifié cette recommandation par le fait que "le choix de constater un excédent de trésorerie alors que la dette intérieure n'est pas apurée ne rend pas compte de la situation réelle de l'État". Une position d'ailleurs inspirée par les réserves émises par la Cour des comptes quant à l'exécution de cette loi de finances. Cette sortie du secrétaire exécutif de RÉAGIR est malheureusement tombée dans des oreilles de sourds. Vu que la

loi de règlement 2020 a finalement été adoptée par les députés pour la plupart élus sous la bannière du "parti de masse". Un exemple loin d'être unique. Avant cet épisode, le groupe UN/RPM [au regard de certaines incohérences dûment constatées] de la commune d'Akanda a voté contre le projet de budget primitif de "la ville dans le parc", exercice 2023. Non sans interpeller la tutelle administrative et financière sur ledit projet de budget primitif.

Ces quelques exemples prouvent à suffisance que l'atonie des opposants brandie par le "parti au pouvoir" ne tient pas toujours la route.

Yannick Franz IGOHO